

David Harvey et la théorie de la ville capitaliste

LOUIS GAUDREAU

Le capitalisme doit s'urbaniser pour se reproduire¹.

On aurait pu penser que les scandales de corruption qui secouent le monde municipal depuis quelques mois seraient l'occasion de revoir nos manières de penser la ville. Or, il semble jusqu'ici difficile, autant pour les commentateurs et les commentatrices de l'actualité que pour les potentiels candidats aux prochaines élections, de voir dans les relations de proximité entretenues par certains élus municipaux et d'influents membres de la communauté des affaires autre chose qu'un problème de morale individuelle. Se pourrait-il, au contraire, qu'au-delà de l'honnêteté, des qualités d'administrateur et du sens de l'éthique plus ou moins développés des uns et des autres, les scandales qui font la manchette soient, plus fondamentalement, liés au modèle sur lequel s'appuie aujourd'hui le développement urbain ? Ne faudrait-il pas aussi s'interroger sur la tendance rarement contestée à associer la politique municipale à la gestion de travaux sous-traités à l'entreprise privée et à la promotion territoriale internationale ? Autrement dit, pour comprendre les problèmes actuels, ne devrait-on pas également se poser la question de la place occupée par la ville dans l'évolution du capitalisme contemporain ?

Le géographe d'origine britannique David Harvey, à la suite d'Henri Lefebvre dans les années 1960 et 1970, a contribué de manière importante au développement d'une théorie critique de la ville qui offre différentes pistes de réponses à ces questions. La particularité de ses travaux réside dans l'importance qu'il a accordée au rôle de l'urbanisation dans l'essor du capitalisme. Contrairement à la sociologie urbaine de l'École de Chicago et aux théories postmodernes de la ville, il ne s'est pas d'abord intéressé aux obstacles à la mobilité sociale des individus dans les centres urbains, ni à la richesse des

1 David Harvey, *Géographie et capital. Vers un matérialisme historico-géographique*, Paris, Syllepse, 2010.

relations sociales, ni à l'esthétisme ou à l'unicité que ces lieux produisent. En s'inspirant largement des travaux de Marx, il a surtout cherché à comprendre l'insertion des villes en général, au-delà de leurs distinctions, dans la structure sociale qui permet au capitalisme de se reproduire². Ce choix lui a d'ailleurs valu plusieurs critiques lui reprochant notamment sa lecture trop orthodoxe de Marx ainsi que sa tendance à réduire la richesse de la vie urbaine aux seules exigences de l'économie.

Bien que ces critiques ne soient pas sans fondement, le choix de privilégier l'étude du rapport entre ville et capitalisme ne signifie pas pour autant que Harvey soit insensible aux facteurs non économiques. Il s'explique par le fait que l'auteur considère le capital comme une totalité, c'est-à-dire comme un processus à la fois économique, social et culturel qui englobe l'ensemble des dimensions de la vie humaine. En adoptant un tel point de vue, Harvey en est venu à formuler deux idées importantes au sujet de l'urbanisation dans les sociétés capitalistes. D'une part, les villes sont, selon lui, les produits de la tendance inhérente du capital à la surproduction. D'autre part, elles ne sont pas simplement le résultat d'un capitalisme qu'elles ne contrôlent pas. Elles interviennent activement dans la formation d'une géographie inégale et productrice de différence essentielle à sa survie. Après avoir passé en revue les deux thèses centrales de la théorie de Harvey sur la ville, je présenterai comment il en a lui-même fait usage pour interpréter l'évolution récente de la ville à l'ère du néolibéralisme.

La ville capitaliste

S'il est nécessaire pour Harvey de penser le capitalisme comme une totalité, c'est que, de nos jours, « presque tout ce que nous mangeons et buvons, ce que nous portons et utilisons, écoutons et entendons, regardons et apprenons, nous arrive sous la forme de marchandises » qui trouvent leur raison d'être dans des discours « qui incarnent les préceptes du capitalisme »³. En d'autres termes, la vie et les relations humaines sont aujourd'hui difficilement envisageables autrement que par l'intermédiaire de la production capitaliste dont nous sommes de plus en plus dépendants. La ville n'échappant pas à cette tendance, Harvey s'est alors interrogé sur la nature précise de l'intervention du capital dans le développement de celle-ci.

Pour bien comprendre le rapport que Harvey établit entre ville et capital, il est d'abord nécessaire de donner quelques précisions sur ce qu'il entend par « capitalisme ». En résumé, le sens qu'il donne à ce terme est largement inspiré de celui que Marx attribuait au concept de « mode de production capitaliste ». Ainsi, les sociétés dites « capitalistes » se distinguent de celles qui les ont précédées par le fait qu'elles sont fondées sur la production de valeur. La valeur résulte de

2 Voir à ce sujet Sharon Zukin, « David Harvey on cities », dans Noel Castree et Derek Gregory (dir), *David Harvey. A Critical Reader*, Malden (Massachusetts), Blackwell Publishing, 2006, p. 102-120.

3 Harvey, 2010, *op. cit.*, p. 206.

l'exploitation du travail salarié et de l'appropriation par le capital du surplus produit par les travailleurs et les travailleuses. Il s'agit d'un mode de production que l'on qualifie d'auto-expansif dans la mesure où sa survie repose sur l'exigence de renouveler non seulement les conditions de la création de la valeur, mais aussi celles de son accroissement perpétuel. Ceci implique d'une part la nécessité de produire toujours davantage et, d'autre part, qu'une portion importante des surplus dégagés de l'exploitation du travail soit investie dans la reproduction du processus continu de formation et d'augmentation de la valeur⁴.

Partant de cette explication empruntée au marxisme classique, Harvey a par la suite tenté de préciser le rôle fondamental que joue le développement urbain dans la dynamique auto-expansive capitaliste. Selon lui, la tendance du capital à la surproduction crée un besoin particulier d'urbanité. Plus précisément, c'est par l'urbanisation que les excédents essentiels à la survie du capitalisme « sont mobilisés, produits, absorbés et appropriés »⁵. La ville est d'abord un lieu de vie densifié qui offre des conditions particulièrement favorables à la production de masse en réunissant sur un même territoire un grand nombre d'individus qui font tous face à la même obligation de se trouver du travail. Pour les mêmes raisons, les centres urbains constituent également d'importants bassins de consommateurs et de consommatrices et donc des marchés régionaux présentant des débouchés intéressants pour la surproduction. Ce deuxième aspect de la ville a surtout été développé au cours des décennies de grande croissance qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale (les *Trente Glorieuses*), alors que le développement urbain, spécialement celui des municipalités de banlieue, a considérablement été mis à profit dans le cadre des politiques keynésiennes de soutien à la demande effective et dans la construction de nouvelles habitudes de vie permettant d'articuler production de masse et consommation de masse⁶.

Toutefois, si la ville capitaliste est un espace privilégié de surproduction et de surconsommation, c'est avant tout parce qu'elle représente une destination de choix pour l'investissement dans ce que Harvey nomme « l'environnement bâti » (*built environment*). Ce dernier comprend l'ensemble des bâtiments (habitations, tours de bureaux, commerces, amphithéâtres, etc.) et infrastructures (réseaux de transport, de communication, hôpitaux, établissements d'enseignement, etc.) qui forment le cadre physique de la vie urbaine⁷ et qui soutiennent, chacun à

4 Harvey a beaucoup insisté, tout comme Marx d'ailleurs, sur les rapports de classe qui sont constitutifs d'un tel mode de production, un thème fondamental que je ne pourrai cependant pas développer à la mesure de l'importance que Harvey lui accorde.

5 Harvey, 2010, *op. cit.*, p. 135.

6 La ville n'a évidemment pas toujours été un lieu de surproduction et de surconsommation. Elle l'est devenue au terme de transformations historiques qui sont étroitement liées à l'évolution du capitalisme lui-même. Harvey présente ces développements de manière plus détaillée dans un texte intitulé *The Urbanization of Capital* publié dans son ouvrage, *The Urban Experience*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1989.

7 En anglais, Harvey parle de « *physical framework for production and consumption* », Harvey, 1989, *op. cit.*, p. 64.

leur manière, la réalisation des activités de production et de consommation qui s'y déroulent. On touche ici à un aspect important de la théorie de Harvey pour qui l'environnement bâti n'est pas un contenant neutre dont chaque individu peut faire usage suivant sa volonté et ses désirs personnels. Ces bâtiments et constructions fournissent un cadre à la vie, c'est-à-dire les conditions matérielles qui orientent la façon dont elle est menée. Le quotidien des individus logeant dans de grandes tours d'habitation est, par exemple, bien différent de celui des propriétaires de maisons unifamiliales ou des habitants de bidonvilles. De plus, l'influence de l'environnement bâti ne se fait pas uniquement sentir sur les possibilités d'action qui s'offrent à chacun et chacune. Cet espace agit aussi sur notre manière de penser, de nous représenter la ville et de se l'approprier. Bref, derrière le ciment et les autres matériaux qui entrent dans la formation des bâtiments urbains, se trouve le pouvoir de structurer la vie d'une manière particulière, de lui fixer des « normes et standards »⁸ et de participer à la construction d'une « personne urbaine »⁹.

Ainsi, l'investissement dans l'environnement bâti représente pour le capital une occasion d'employer les surplus de production à la création d'un mode de vie qui soit, autant que possible, adapté aux exigences d'accroissement de la valeur. Harvey dira qu'il fournit au capital un circuit secondaire d'investissement dans lequel la valeur dégagée de l'exploitation du travail (du circuit primaire de la production) trouve des occasions de se réaliser et de renouveler les conditions de son expansion. L'auteur propose alors de considérer les villes, qui sont des lieux de prédilection pour la formation d'un tel circuit secondaire d'investissement, comme des « avaleuses de surproduit » qui permettent d'en assurer l'écoulement d'une manière profitable au capital.

Parce qu'il évite au surplus de demeurer prisonnier de la sphère productive et qu'il en permet le recyclage dans les infrastructures urbaines, l'investissement dans le cadre bâti constitue également un mécanisme efficace de stabilisation économique dont Harvey estime qu'il a joué un rôle crucial dans l'histoire du capitalisme. Il montre que, depuis le XIX^e siècle, toutes les grandes crises économiques ont été surmontées grâce à des interventions visant à stimuler le développement urbain. Celle de 1848 a forcé Louis-Napoléon Bonaparte à lancer de grands projets d'infrastructures et de rénovation urbaine qui ont contribué à faire de Paris la Ville lumière de renommée internationale que l'on connaît aujourd'hui. En Amérique du Nord, la Grande Crise des années 1930 a quant à elle été résolue par différentes mesures d'inspiration keynésienne destinées à soutenir l'accession à la propriété des ménages et à faire de la maison familiale le lieu d'une nouvelle consommation ouvrière. Récemment, l'urbanisation de la Chine et de plusieurs pays émergents a été un facteur important de stabilisation économique à la suite de la crise mondiale déclenchée

8 Harvey, 1989, *op. cit.*, p.140.

9 David Harvey, « The right to the city », *New Left Review*, septembre-octobre 2008, p. 26.

par l'effondrement du marché de l'immobilier aux États-Unis¹⁰. Plus près de chez nous, les investissements dans les infrastructures et dans le marché hypothécaire ont été au cœur des mesures mises en place par le gouvernement canadien pour éviter que cette même crise n'affecte trop durement le pays¹¹. À chacun de ces moments, le processus d'urbanisation qui a permis au capitalisme de survivre à ses crises a aussi été l'occasion de jeter de nouvelles bases pour sa croissance future. Il a également été accompagné d'expropriations et de délocalisations qui ont transformé les conditions de la vie urbaine, comme c'est le cas aujourd'hui dans certains secteurs en développement de Mumbai ou dans les quartiers « revitalisés » du centre de Montréal.

La ville et le développement géographique inégal du capital

Harvey admet volontiers que cette manière de concevoir la ville comme un produit uniforme du capital est tout à fait réductrice. L'urbanité n'est pas simplement une réponse à la contrainte d'auto-expansion de la valeur. Les villes ont aussi une vitalité qui leur est propre. La question qui se pose est alors la suivante : comment, dans ce contexte, l'urbain peut-il tout à la fois s'insérer dans la dynamique générale et totalisante de l'accumulation capitaliste et s'affirmer comme espace singulier ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire, selon Harvey, d'élargir le regard que l'on porte sur la ville. Il faut considérer celle-ci à la lumière du rapport général que le capital entretient à l'espace et du développement géographique qui en résulte.

Le capital est, à tout moment, confronté à deux exigences géographiques contradictoires. Il doit d'une part être mobile, c'est-à-dire être libre de se déplacer d'un lieu à l'autre à la recherche d'occasions de valorisation. D'autre part, il doit inévitablement renoncer à sa mobilité pour se fixer quelque part, dans une activité particulière grâce à laquelle il pourra effectivement s'apprécier. Qu'il prenne la forme d'un investissement dans l'extraction minière, dans le développement de services-conseils en ingénierie, dans le commerce en ligne ou dans d'obscurs produits financiers, le capital n'échappe jamais à l'obligation de s'incarner en un endroit. Par contre, les diverses destinations de l'investissement ne sont pas toujours des lieux pleinement malléables que celui-ci peut entièrement modeler à sa guise. Ils ont une histoire qui se traduit dans une culture et un mode de vie qui constituent autant de conditions extérieures et de foyers possibles de résistance avec lesquels le capital doit aussi composer. Ainsi,

10 Dans son texte « The right to the city », Harvey présente ces exemples de manière plus détaillée. Il insiste notamment sur le fait que l'ensemble de ces mesures de sauvetage du capitalisme ont été mises en œuvre par l'État et qu'elles ont également constitué des moments importants du développement de la finance capitaliste qui est aujourd'hui devenue hégémonique. Voir également David Harvey, *Le capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011.

11 Voir le *Plan d'action économique du Canada* présenté dans le cadre du dépôt du budget fédéral de 2009, <www.budget.gc.ca/2009/pdf/budget-planbugetaire-fra.pdf>.

en répondant à son besoin de fixité, « l'accumulation capitaliste doit s'adapter et parfois être transformée par les conditions matérielles qu'elle rencontre »¹². Harvey précise que l'issue de cette rencontre potentiellement conflictuelle est hautement imprévisible. Ce qui en ressort peut varier d'un endroit à l'autre, mais tend à prendre la forme d'un compromis social qui donne à la vie dans cette localité une certaine stabilité ou, pour reprendre les termes de Harvey, une « cohésion structurée » : « À l'intérieur de ces espaces, la production, la distribution, l'offre et la demande [...], la lutte de classes, la culture et le style de vie s'articulent les uns aux autres dans un système ouvert doté néanmoins d'une certaine "cohésion structurée" »¹³.

La stabilité régionale peut cependant être de courte durée. Elle est mise à l'épreuve aussitôt que le besoin de mobilité du capital se fait sentir à nouveau, c'est-à-dire aussitôt qu'apparaissent ailleurs d'autres conditions d'investissement plus prometteuses. La fuite des capitaux vers d'autres destinations peut avoir d'importantes conséquences sur la région telles que des pertes d'emploi, une baisse du pouvoir d'achat, une diminution du chiffre d'affaires des commerçants, etc. La menace que fait peser la mobilité du capital sur l'économie locale a à son tour tendance à favoriser la mobilisation d'un grand nombre d'acteurs autour « d'alliances de classe régionales » vouées à renforcer la capacité des localités à attirer et retenir les investissements. Ces alliances sont fondées d'une part sur l'appartenance de tous leurs membres au même territoire et, d'autre part, sur le fait qu'elles représentent des intérêts de classe. En ce sens, elles ne se limitent pas aux seuls acteurs qui, de par la position qu'ils occupent au sein du mode de production capitaliste, forment la classe capitaliste, mais elles regroupent également tous ceux et celles qui, sans nécessairement en faire partie, adhèrent à l'objectif de la croissance capitaliste. En plus de rassembler les entrepreneurs locaux, les alliances peuvent aussi, selon le cas, réunir un plus large éventail d'acteurs qui ont intérêt à ce que le capital demeure en place, comme les syndicats, les pouvoirs publics locaux et les propriétaires fonciers. Bien qu'elles fassent de l'accumulation capitaliste leur base d'unité, les coalitions pour la défense du territoire peuvent aussi constituer un important obstacle à celle-ci. Harvey précise qu'il s'agit avant tout d'alliances en lutte pour la fixation du capital. Pour cette raison, elles peuvent rapidement devenir « des attributs relativement figés de la géographie du capitalisme, résistant aux facteurs de changements », et être amenées, au nom de leurs intérêts engagés régionalement, « à privilégier la fixité au détriment du mouvement »¹⁴. Il en va ainsi des localités qui se mobilisent pour la sauvegarde d'activités industrielles qui, du strict point de vue du capital, apparaissent désuètes et comme des obstacles à sa croissance.

Les exigences contradictoires de fixité et de mobilité du capital ont

12 Harvey, 2010, *op. cit.*, p. 202.

13 *Ibid.*, p. 225.

14 *Ibid.*, p. 228.

donc pour principale conséquence de mettre en compétition les différentes destinations possibles de l'investissement. Elles incitent les régions et les villes à se concurrencer et à se distinguer les unes des autres pour s'ériger en pôles d'une croissance économique renouvelée. Aussi essentielle qu'elle soit pour le capitalisme, la compétition interrégionale ne se déroule pas toujours dans son seul et son meilleur intérêt. Elle se déploie dans des conditions qui, dans une certaine mesure, lui échappent. Harvey en conclut que la tension entre fixité et mobilité qui caractérise le rapport général du capital à l'espace a alors tendance à favoriser un développement géographique et territorial hautement inégal. Ainsi, il est dans la nature même du capitalisme de produire de la « régionalité »¹⁵ dont les villes, à titre d'« avaleuses de surproduit » et de destinations de choix pour l'investissement, constituent le principal moteur. En somme, le développement géographique inégal du capital est source de distinctions spatiales et, plus particulièrement d'une urbanisation différenciée, qui sont loin d'être un obstacle à l'accumulation capitaliste. Bien au contraire, la diversité territoriale en est, selon Harvey, la condition d'existence.

Pendant, comme la singularité nécessaire au capital n'est pas toujours produite dans des conditions qu'il contrôle pleinement, il faut, nous dit Harvey, résister à la tentation de considérer les villes comme de simples créations de celui-ci. Elles sont, simultanément, des espaces de contradictions et de contestation qui ouvrent la voie à une réflexion sur la ville au-delà de sa seule contribution au développement géographique inégal du capital. En cela, elles sont aussi des lieux privilégiés pour l'élaboration d'alternatives au capitalisme.

Le virage entrepreneurial de la ville néolibérale

Même si, depuis la naissance du capitalisme, les villes ont toujours été les lieux privilégiés pour l'absorption du surproduit et pour le développement des forces engagées dans le développement géographique inégal du capital, Harvey constate qu'elles sont aujourd'hui appelées à participer de manière encore plus active à ces processus. Fidèle à la démarche qu'il a privilégiée dans l'ensemble de ses travaux, Harvey propose de saisir ce phénomène dans le contexte plus large de l'évolution récente du capitalisme caractérisée par le passage au néolibéralisme.

En résumé, le projet néolibéral tient à un ensemble de mesures qui ont affaibli – dans certains cas détruit – les piliers centraux de la régulation fordiste-keynésienne qu'étaient l'indexation des salaires au niveau de la productivité, la coordination économique par l'État national et les mesures providentialistes de soutien aux travailleurs et aux travailleuses. Les politiques néolibérales ont entre autres favorisé la libéralisation des marchés et l'ouverture des frontières nationales aux investissements internationaux. Celles-ci ont provoqué d'importants bouleversements dans le rapport du capital à l'espace, notamment dans la manière dont se résout son dilemme entre mobilité et fixité. Évidemment, grâce

15 *Ibid.*, p. 225 et Harvey, 1989, *op cit.*, p.102.

à ces mesures, le capital a considérablement gagné en mobilité, en devenant plus libre de parcourir de vastes espaces à la recherche de nouvelles destinations d'investissement. Ce faisant, il a également accru sa sensibilité aux distinctions territoriales¹⁶. Face à la perte de pouvoir des États sur leur économie nationale, les villes et les régions sont elles aussi devenues plus vulnérables aux mouvements internationaux de capitaux. Par exemple, nombreuses sont celles qui, en Occident, ont vu leurs activités industrielles être délocalisées au profit d'autres régions offrant des conditions moins contraignantes pour l'investissement. Afin de mieux répondre aux nouvelles exigences de mobilité du capital, les villes menacées de déclin ont donc été incitées à intensifier leurs pratiques concurrentielles et à privilégier un mode plus flexible de développement urbain. Elles ont même été encouragées à emprunter cette voie par les paliers supérieurs de gouvernement qui, loin d'avoir rompu avec toute forme d'interventionnisme, ont eux aussi opté pour la stratégie du développement local¹⁷. Selon Harvey, la montée du néolibéralisme a ainsi imposé un changement d'orientation aux villes qui ont progressivement délaissé le modèle managérial de développement urbain qu'elles avaient adopté au cours des décennies précédentes en faveur d'un mode entrepreneurial de gouvernance¹⁸. Alors que l'approche managériale du développement urbain se caractérisait par une planification rationnelle, centralisée et axée sur la dispensation de services destinés à soutenir la production industrielle et la reproduction de la demande effective, le nouvel « entrepreneurship » municipal repose quant à lui sur un mode plus compétitif de mise en valeur des espaces urbains. Cette nouvelle façon de gouverner les villes se distingue surtout par le rôle plus actif que les autorités locales jouent dans la promotion de leur territoire. L'urbain y est alors conçu à la manière d'une entreprise qu'il faut positionner le plus avantageusement possible sur l'échiquier des villes globales et rendre plus concurrentielle pour la fixation d'un capital de plus en plus mobile.

La ville entrepreneuriale néolibérale présente, chez Harvey, trois caractéristiques fondamentales. Premièrement, elle repose sur une conception du pouvoir politique municipal calquée sur le modèle de la gouvernance et du partenariat public-privé. En se tournant vers l'international, les villes ont aussi procédé à une décentralisation du pouvoir municipal au profit de nouvelles structures de gouvernance auxquelles ont été intégrées les alliances de classe régionales traditionnelles¹⁹. L'une des particularités de l'entrepreneuriat municipal réside dans la création de nouvelles instances administratives au sein desquelles les autorités élues partagent une partie de leur pouvoir décisionnel avec d'autres

16 David Harvey, « From managerialism to entrepreneurialism : the transformation in urban governance in late capitalism », *Geografiska Annaler*, vol. 71, n° 1, 1989, p. 11.

17 Voir à ce sujet l'article de Nik Theodore, Jamie Peck et Neil Brenner dans ce numéro des NCS.

18 Harvey, 1989, *op. cit.*

19 *Ibid*, p. 7.

acteurs qui adhèrent aux mêmes objectifs de promotion territoriale. C'est entre autres dans cet esprit qu'ont été mis sur pied à Montréal le Partenariat du Quartier des spectacles, l'organisme Montréal International et, à l'échelle provinciale, le réseau des Conférences régionales des élus. Deuxièmement, la gouvernance urbaine partenariale est entrepreneuriale parce qu'elle est spéculative. Bien sûr, tout investissement ou tout choix politique (entrepreneurial ou non) comporte une part d'incertitude et de spéculation quant aux résultats qu'il produira. Cependant, selon Harvey, le nouvel entrepreneuriat urbain se distingue du modèle managérial qui l'a précédé par le fait qu'il n'engage plus comme avant de planification rationnelle du développement territorial et qu'il est désormais soumis à l'exigence d'anticipation des mouvements d'un capital financier internationalisé, de plus en plus volatile et qui procède d'une même logique spéculative²⁰. Troisièmement, la ville néolibérale envisage son développement de manière « localiste » (*place bound*), dans la mesure où elle tend progressivement à isoler le champ d'intervention municipal et à le soustraire de son ancrage régional et national. Ce phénomène ne se traduit pas seulement dans les décisions politiques et économiques au sujet de la ville, mais s'exprime également dans un imaginaire urbain qui fait de la nécessité de défendre son territoire face à la concurrence internationale une source importante du sentiment d'appartenance à la communauté²¹. C'est d'ailleurs en vue de renforcer une telle représentation entrepreneuriale de la ville que le maire de Québec Régis Labeaume a fait, en 2010, la tentative infructueuse d'embaucher le « psychanalyste des marques » Clotaire Rapaille afin qu'il trouve les mots pour mieux vendre la municipalité.

Le développement de la ville néolibérale nage en plein paradoxe. Harvey constate que le besoin ressenti par les villes de se distinguer de leurs concurrentes les conduit la plupart du temps à l'adoption de comportements mimétiques ou, en d'autres termes, à faire comme les autres²². Leur tendance à l'imitation s'explique par le fait que personne, dans l'univers compétitif du capital global, ne poursuit d'autre objectif que celui du rendement, peu important sa forme et son origine (ou presque). Les investisseurs, tout autant que les municipalités qui souhaitent les attirer, sont d'abord intéressés par les recettes que génèrera tel ou tel investissement, bien avant de considérer son utilité et sa pertinence sociales. C'est dans ce contexte que des événements comme le Grand Prix de Formule 1 deviennent des événements prisés dont l'existence ne saurait être remise en question. En l'absence de projets et de critères plus précis que celui de la maximisation des retombées économiques, les acteurs des pôles global et local de ce processus n'ont d'autre alternative que de chercher à reproduire les expériences qui ont déjà été couronnées de succès ailleurs en leur ajoutant une plus-value quelconque qui confèrera à certaines localités un avantage compétitif sur les autres. L'illustration la plus évocatrice de ce phénomène est sans doute le

20 *Ibid*, p. 11.

21 *Ibid*, p. 14.

22 *Ibid*, p. 10.

recours fréquent aux palmarès et aux indicateurs de positionnement pour juger de l'évolution et de l'attrait d'une ville. En soumettant son développement à une logique spéculative et autoréférentielle semblable à celle qui anime les marchés financiers, la ville néolibérale tend ainsi à devenir un lieu de grande instabilité. Elle ne se limite plus à absorber les surplus de production pour résorber les crises du capitalisme, mais elle réunit aussi les conditions favorables à leur déclenchement.

À la fin des années 1980, Harvey avait déjà remarqué que le développement mimétique de la ville entrepreneuriale semblait se stabiliser autour de quatre grandes tendances. Celles-ci sont encore dominantes aujourd'hui, bien que toutes les municipalités n'accordent pas à chacune le même degré d'importance. Les villes se font d'abord compétition pour devenir des centres décisionnels importants du capitalisme global en attirant chez elles les sièges sociaux des grandes corporations, les différentes composantes de l'industrie financière et les principaux chefs de file en matière de développement techno-scientifique (dans les domaines de la santé, des télécommunications, etc.). Elles se disputent également la main-d'œuvre qualifiée recherchée par les entreprises oeuvrant dans ces secteurs d'activité. Nombreuses sont celles qui, pour convaincre les travailleurs et les travailleuses de ces domaines de s'établir sur leur territoire, se sont engagées dans de vastes opérations de revitalisation de leurs quartiers centraux et de promotion de la qualité de vie qu'elles ont à offrir. La troisième dimension de la compétition interurbaine s'incarne dans des tentatives de positionnement de la ville en tant que centre de divertissement et de consommation de masse. Il est aujourd'hui devenu primordial que chacune ait son festival international, ses infrastructures touristiques et puisse, le plus souvent de préférence, être l'hôtesse d'événements d'envergure internationale (un sommet politique, un congrès, un événement sportif ou culturel). Cette tendance à la « spectacularisation » de la ville a pour particularité de privilégier des événements ponctuels et de courte durée, dont le caractère éphémère répond plus adéquatement aux impératifs de mobilité du capital globalisé. Enfin, dans ce même contexte, Harvey soutient qu'il n'est pas rare de voir des régions urbaines situées au sein d'un même espace national se faire concurrence pour la redistribution du financement accordé par les paliers supérieurs de gouvernement.

Conclusion

Sans aller aussi loin que Harvey en affirmant que l'urbanisation est une condition *sine qua non* du capital, il demeure que sa théorie critique de la ville offre des outils utiles pour en saisir l'évolution. En évitant de verser dans les théories du complot et sans déboucher sur un constat d'impuissance, elle propose des moyens de comprendre comment les pratiques et l'imaginaire dans lequel se déploie la vie urbaine en sont venus à se soumettre à l'emprise grandissante du capital au point où il est aujourd'hui difficile d'envisager la politique municipale autrement que comme une activité de gestion des conditions de sa croissance.

Compte tenu de l'importance soulignée par Harvey de l'investissement dans « l'environnement bâti », faut-il s'étonner que certaines municipalités soient *de facto* administrées par les firmes qui dominent le secteur des infrastructures ? Au-delà des événements particuliers qui occupent l'avant-plan de l'actualité québécoise, la thèse de Harvey sur le développement de la ville entrepreneuriale (néolibérale) met aussi en évidence les raisons pour lesquelles il semble aujourd'hui si difficile de faire porter à l'urbain d'autre projet social que celui de la promotion territoriale et de son positionnement au sein du palmarès des places financières mondiales, des villes les plus créatives et les plus branchées.